

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Richemont- Marqueroise - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le secteur de Richemont-Marqueroise est situé dans le quartier de la Croix d'Argent entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue de la Marqueroise.

Cet ensemble de terrains libres était classé dans le Plan d'Occupation des Sols (POS) en zone à vocation d'habitat familial individuel ou individuel groupé. Afin d'accompagner l'urbanisation de ce secteur dans un projet d'aménagement cohérent, un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été instauré. Son objectif était de mettre en place les conditions techniques et financières nécessaires à la réalisation d'environ à 140 logements. Les constructions nouvelles participent ainsi au financement des équipements publics nécessaires à l'extension urbaine du quartier.

Le secteur concerné par ce PAE est situé entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue de Cholet, traversé par la rue de Marqueroise et au droit de l'impasse de la rue Colucci.

Ce PAE, dit « *Richemont-Marqueroise* » a été instauré par délibération du Conseil municipal du 26 octobre 1995, en application de l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble, la nature et le coût du programme des équipements publics, le délai de réalisation du PAE, la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ainsi que la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le montant total prévu par la délibération pour ce PAE a été fixé à 3 321 612,54 € HT (3 972 649 € TTC), dont 947 483 € HT à la charge des constructeurs. Le programme d'équipements publics concerne la poursuite de la création des équipements structurants du secteur.

1. Achèvement du programme des équipements publics

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Le prolongement de la rue Colucci pour créer un maillage complet entre l'avenue d'Angoulême, la rue de Marqueroze et la rue Pierre-Corneille ;
- Le renforcement du réseau (eau potable et eau usée) dans le périmètre du PAE, ainsi que l'élargissement de la rue Marqueroze, nécessaires aux besoins des logements réalisés ;
- Les acquisitions foncières nécessaires à l'élargissement des rues Colucci et Marqueroze ;
- L'aménagement d'un city stade sur une partie du terrain appartenant à la Ville de Montpellier en cœur d'îlot. L'accès a été aménagé depuis la rue Colucci et se prolonge en chemin piétonnier jusqu'au gymnase de la rue de l'Arnel.

2. Montant des recettes perçues

Le montant des recettes du PAE s'élève à 772 599 € HT et se répartit ainsi :

- Recettes perçues par la Ville de Montpellier : 449 613 € HT ;
- Recettes en nature : 322 986 € HT.

La participation en nature s'est faite d'une part selon une convention du 15 avril 1998 pour le prolongement et la construction de la rue Colucci et d'autre part, par cession foncière pour l'élargissement de la rue de Marqueroze. Pour le reste, les recettes perçues ont été versées par les pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'achever le Programme d'Aménagement d'Ensemble Richemont - Marqueroze ;
- De rétablir l'ensemble des taxes et participations de droit commun, notamment la Taxe d'Aménagement (TA) et la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-166770-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.